



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2021209-0002

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Etablissements A. CHAZELLE
Commune de LA CHAPELLE SAINT LUC (10600)

Arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter les dispositions prévues à l'article 8.2 de
l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 00-5826A du 28 décembre 2000

**Le préfet de l'Aube,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment son livre V – partie réglementaire et partie législative – Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et ses articles L. 171-6, L. 171-8 et L. 514-5 ;

VU le décret du 15 janvier 2020 nommant M. Stéphane ROUVÉ, préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 00-5826A du 28 décembre 2000, complété par l'arrêté n° 08-2482 du 23 juillet 2008, l'arrêté n° 2011364-0001 du 30 décembre 2011 et l'arrêté n° 2014156-0001 du 5 juin 2014, autorisant la société « Etablissements A.CHAZELLE » à exploiter un centre de tri des déchets ménagers et industriels sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE SAINT-LUC ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° SG-2016064-0004 du 4 mars 2016 demandant de réaliser, sous 3 mois, une étude sur les solutions techniques voire organisationnelles à mettre en œuvre pour que les rejets d'eaux pluviales satisfassent aux valeurs limites de rejets fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter ;

VU l'étude réalisée par PRHYSE intitulée « ANALYSE CRITIQUE DE LA GESTION DES EAUX PLUVIALES » et datée du 7 septembre 2016 (version finale) ;

VU le rapport SAU2/FDLH/MT n°21-203 du 11 juin 2021 de l'inspection des installations classées de la DREAL du GRAND-EST, faisant suite à la visite du 26 mai 2021 et transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 15 juin 2021, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 sus-visés, lui laissant un délai de quinze jours pour faire part de ses remarques sur le projet d'arrêté de mise en demeure annexé audit rapport ;

VU le courrier du 28 juin 2021 de l'exploitant sur ce projet d'arrêté de mise en demeure demandant une prolongation de délai pour se mettre en conformité ;

CONSIDÉRANT la récurrence de dépassement des valeurs de rejets des eaux pluviales des 2 bassins sur les paramètres Matières En Suspension (MES) et Demande Chimique en Oxygène (DCO) par rapport aux valeurs autorisées constatées dès 2015 ;

CONSIDÉRANT le délai accordé à l'exploitant pour se mettre en conformité ;

CONSIDÉRANT les rapports d'analyses (AR-20-TV-016923-01 (bassin n°1) et AR-20-TV-016922-01 (bassin n°2)) du 22-10-2020 réalisés par le laboratoire d'analyse EUROFINs ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 sus-visé prescrit :

« I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II.-Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, aux mesures d'urgence mentionnées à la dernière phrase du I du présent article ou aux mesures ordonnées sur le fondement du II de l'article L. 171-7, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes :

1° Obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser.

Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs, la réalisation des travaux, des opérations ou des aménagements ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée. Les deuxième et dernier alinéas du même 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée au-delà d'un délai de trois ans à compter de la constatation des manquements.

Les mesures mentionnées aux 1° à 4° du présent II sont prises après avoir communiqué à l'intéressé les éléments susceptibles de fonder les mesures et l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.

L'autorité administrative compétente peut procéder à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le site internet des services de l'Etat dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée, lors de la procédure contradictoire prévue à l'avant-dernier alinéa du présent II. »,

CONSIDERANT que face à cette non-conformité, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société « Établissements A.CHAZELLE » de respecter les prescriptions auxquelles elle a contrevenu afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du département de l'Aube,

A R R Ê T E

ARTICLE 1 – Mise en demeure

La société « ETABLISSEMENTS A.CHAZELLE », en sa qualité d'exploitant, est mise en demeure, pour son site localisé 22 rue de la Douane - 10600 LA CHAPELLE SAINT-LUC, de respecter sous 12 mois les prescriptions de l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral n° 00-5826A du 28 décembre 2000.

ARTICLE 2 – Sanctions

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, à savoir le tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE par voie postale : 25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX ou par le biais de l'application telerecours (www.telerecours.fr) par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 4 – Notification

Le présent arrêté sera notifié à la présidente de la société « Etablissements A. CHAZELLE » située sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE SAINT-LUC.

ARTICLE 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ainsi que monsieur le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le **28 JUIL. 2021**

Le préfet,


Stéphane ROUVÉ